



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.5/45/L.16
17 décembre 1990
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 127 de l'ordre du jour

RÉGIME COMMUN DES NATIONS UNIES

Projet de résolution présenté par le Vice-Président à l'issue de consultations officieuses

Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale

L'Assemblée générale.

Ayant examiné le seizième rapport annuel de la Commission de la fonction publique internationale 1/ et divers rapports y relatifs 2/.

I

1. Réaffirme que la Commission de la fonction publique internationale joue un rôle central dans la réglementation et la coordination des conditions d'emploi du régime commun des Nations Unies, notamment pour ce qui est de la rémunération considérée aux fins de la pension de tous les fonctionnaires, y compris les fonctionnaires hors classes;

2. Appuie les efforts déployés par la Commission pour maintenir l'intégrité et l'uniformité de ces conditions d'emploi afin de renforcer l'efficacité des activités du régime commun et d'assurer l'égalité de traitement de tous les fonctionnaires;

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 30 (A/45/30 et Add.1).

2/ Ibid., Supplément No 9 (A/45/9); A/45/7/Add.7, A/C.5/45/23, A/C.5/45/24 et A/C.5/45/43.

3. Prie de nouveau le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies de faire tout leur possible pour absorber, en 1991 et les années ultérieures, une part importante des coûts supplémentaires que l'étude approfondie des conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur pourraient entraîner pour le budget ordinaire de toutes les organisations;

I

Rappelant ses résolutions 42/221 (sect. VIII) du 21 décembre 1987, 43/226 (sect. II) du 21 décembre 1988 et 44/198 (sect. II) du 21 décembre 1989,

Prenant acte des décisions et conclusions de la Commission concernant la modification de ses méthodes de travail et la présentation de ses rapports annuels,

Se réjouissant de la reprise de la participation des représentants du personnel aux travaux de la Commission,

1. Réaffirme l'indépendance et l'impartialité de la Commission dans l'exercice de ses fonctions, conformément à l'article 6 de son statut;

2. Se réjouit de l'instauration d'un dialogue plus actif entre la Commission et les représentants des organisations et du personnel, notamment dans le cadre de groupes de travail tripartites;

3. Prie la Commission de continuer de chercher à améliorer la présentation de son rapport, afin de le rendre plus clair et plus intelligible;

4. Prie le Secrétaire général et ses collègues du Comité administratif de coordination de recommander, dans l'étude sur le fonctionnement de la Commission de la fonction publique internationale demandée au paragraphe premier de la section II de la résolution 44/198, diverses mesures propres à améliorer le fonctionnement de la Commission;

III

Notant avec préoccupation que la Commission n'a de nouveau pas été en mesure de recommander l'adoption d'une nouvelle structure de la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui puisse rendre plus simples et plus transparents les concepts et la gestion du système de rémunération,

Notant que la Commission a l'intention de réexaminer et d'évaluer, sur la base de l'expérience acquise, les procédures proposées concernant le traitement du logement,

1. Prie instamment la Commission de poursuivre l'examen de la structure de la rémunération, en particulier pour ce qui est du logement, et de lui faire rapport selon qu'il conviendra sur ses conclusions, en tenant compte des vues exprimées par les Etats Membres à la Cinquième Commission;

2. Prend note des recommandations de la Commission relatives au traitement du logement, qui figurent au paragraphe 95 de son rapport 1/;

3. Prie la Commission de continuer de prendre d'urgence des mesures pour améliorer la prise en compte de l'élément logement dans la rémunération globale;

4. Prie aussi la Commission de mettre sur pied un projet pilote de simulation de l'application de ses propositions dans un nombre limité de lieux d'affectation hors Siège où il est difficile ou impossible d'établir des comparaisons valables en ce qui concerne le logement, étant entendu que l'élément logement continuera dans l'intervalle de faire partie du système d'ajustement, et de lui faire rapport à sa quarante-sixième session sur l'expérience acquise grâce à ce projet;

5. Prie en outre la Commission d'examiner l'expérience du fonctionnement du système actuel d'allocations-logement pour les villes sièges et de réexaminer ses propositions relatives à un système d'allocations-logement révisé figurant aux alinéas iv) et viii) du paragraphe 95 b) de son rapport 1/, en tenant compte des vues exprimées par les Etats Membres à la Cinquième Commission quant à la nécessité d'améliorer le système d'allocations-logement, sans perdre de vue que l'objet de ce système est de faciliter la réinstallation des nouveaux fonctionnaires et d'encourager la mobilité dans le régime commun, et de lui présenter ses conclusions et recommandations à ce sujet à sa quarante-sixième session;

6. Décide d'introduire dans les villes sièges, à titre provisoire et avec effet au 1er janvier 1991, un système d'allocations-logement révisé prévoyant le remboursement, pour une période de sept ans, aux taux de 80 % pour les quatre premières années et, pour les trois années suivantes, de 60, 40 et 20 %, respectivement;

IV

Prenant note de la récapitulation des indemnités et autres avantages prévus par le régime commun et par la fonction publique de référence, qui fait l'objet de l'annexe VII du rapport de la Commission 1/ et des décisions que celle-ci a prises à ce sujet,

1. Prie instamment la Commission de ne ménager aucun effort pour mener à bien son examen des indemnités pour charges de famille et son étude sur les indemnités d'expatriation versées aux fonctionnaires résidant dans leur pays d'origine et de lui faire rapport à ce sujet à sa quarante-sixième session;

2. Invite la Commission à mettre à jour régulièrement la récapitulation comparative des indemnités;

V

Prenant acte des décisions et recommandations de la Commission au sujet des conditions d'emploi des fonctionnaires ayant rang de sous-secrétaire général ou de secrétaire général adjoint ou occupant des postes de rang équivalent, qui figurent à l'alinéa b) du paragraphe 124 de son rapport 1/.

Prie la Commission de réexaminer, dans leur ensemble, les conditions d'emploi des fonctionnaires des organisations appliquant le régime commun ayant rang de sous-secrétaire général ou de secrétaire général adjoint et des fonctionnaires de rang équivalent, en tenant compte notamment du niveau des rémunérations à des postes équivalents dans la fonction publique de référence, des indemnités, y compris les indemnités de représentation, du logement et de la rémunération considérée aux fins de la pension, et de lui faire rapport à ce sujet à sa quarante-sixième session;

VI

Rappelant qu'il importe de faire en sorte que les organes directeurs des institutions spécialisées adoptent des positions communes en ce qui concerne les questions intéressant le régime commun des Nations Unies,

Notant avec inquiétude que certaines organisations continuent d'accorder des échelons supplémentaires en sus du barème qu'elle a approuvé,

Notant que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a révisé son règlement en ce qui concerne l'institution d'un échelon supplémentaire dans le barème des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur,

1. Prie instamment les organes directeurs de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation mondiale de la santé de prendre les mesures nécessaires pour aligner leur barème des traitements sur ceux des autres organisations appliquant le régime commun, ainsi que l'a recommandé la Commission;

2. Invite la Commission, s'agissant de sa recommandation relative au paiement d'une allocation en espèces, non soumise à retenue aux fins de la pension, pour récompenser le mérite, à poursuivre l'examen des systèmes de notation dans toutes les organisations appliquant le régime commun, afin de faire en sorte que ces systèmes soient objectifs et transparents et permettent de fonder sur des bases solides les décisions relatives au paiement de cette allocation ainsi qu'aux avancements d'échelon et aux promotions, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3 de la section I.F de la résolution 44/198;

3. Engage les Etats Membres à veiller à ce que leurs représentants aux réunions des organes directeurs des organisations appliquant le régime commun soient informés des positions adoptées par la Commission et l'Assemblée générale au sujet des conditions d'emploi pratiquées par le régime commun;

4. Prend acte des recommandations formulées par la Commission au paragraphe 235 de son rapport 1/ à l'intention des chefs de secrétariat;

VII

Rappelant que, au paragraphe 2 de la section I de sa résolution 40/244 du 18 décembre 1985, elle a approuvé une fourchette de 110 à 120, avec un point médian souhaitable de 115, définie pour la marge entre la rémunération nette des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur de l'Organisation des Nations Unies à New York et celle des fonctionnaires de rang comparable dans l'Administration fédérale des Etats-Unis, étant entendu que la marge serait maintenue à un niveau proche du point médian souhaitable pendant une certaine période,

Rappelant aussi que, au paragraphe 5 de la section I.C de sa résolution 44/198, elle a prié la Commission de suivre l'évolution de la marge annuelle entre les rémunérations nettes pour la période de cinq ans commençant avec l'année civile 90 de sorte que, dans la mesure du possible, la moyenne des marges annuelles successives se situe aux alentours du point médian souhaitable de 115 à la fin de cette période,

Prenant note des recommandations de la Commission figurant aux paragraphes 188 et 189 de son rapport 1/.

Prenant acte des vues exprimées par les Etats Membres à la Cinquième Commission.

Prenant acte également de l'éventualité d'un gel de l'indemnité de poste, en 1991, dans les lieux d'affectation de l'ensemble du régime commun des Nations Unies, mentionnée par le Comité administratif de coordination dans sa déclaration 1/.

Prie la Commission de continuer de suivre l'évolution de la marge ainsi que l'effet que pourrait avoir l'évolution du régime de rémunération de l'Administration fédérale des Etats-Unis du fait de l'application de la loi de 1990 sur la comparabilité de la rémunération des fonctionnaires fédéraux (Federal Employees Pay Comparability Act) et de lui présenter à sa quarante-sixième session des recommandations visant à éviter un gel prolongé de l'indemnité de poste au cours de la période de cinq ans commençant avec l'année civile 1990;

VIII

Rappelant le paragraphe 1 de la section I.H de sa résolution 44/198, dans lequel elle a approuvé, avec effet au 1er juillet 1990, l'établissement de traitements nets minimaux par référence aux traitements nets de base correspondants des fonctionnaires de rang comparable qui sont en poste dans la ville base de la fonction publique de référence,

1. Approuve, avec effet au 1er mars 1991, le barème révisé des traitements bruts et traitements nets des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur figurant dans l'annexe I à la présente résolution et la modification à apporter en conséquence au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies, qui figurent dans l'annexe II à la présente résolution;

2. Demande à nouveau à la Commission de lui rendre compte, à sa quarante-septième session, de l'application des dispositions relatives à la prime de mobilité et de sujétion et, en particulier, de l'évolution de cette prime par rapport à celle des indemnités équivalentes accordées par la fonction publique de référence et par rapport aux traitements de base/minimaux;

IX

Notant les décisions que la Commission a prises en ce qui concerne la pratique de certains Etats Membres qui versent des compléments de traitement à leurs nationaux ou opèrent des déductions sur leurs traitements et, en particulier, l'opinion de la Commission, selon laquelle ces arrangements sont inutiles, inappropriés et indésirables, et incompatibles avec les dispositions du statut du personnel des organisations,

Notant avec préoccupation que certains Etats Membres n'ont pas encore répondu aux demandes de renseignements que leur avait adressées le Président de la Commission à ce sujet et, à ce propos, que les mesures prises pour mettre fin à cette pratique ne sont pas suffisantes,

1. Prend acte des efforts que certains Etats Membres ont faits pour réduire le recours à ces pratiques et engage les autres Etats Membres à prendre des mesures analogues;

2. Invite les Etats Membres qui n'ont pas encore répondu aux demandes de renseignements que leur avait adressées le Président de la Commission à le faire;

3. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les chefs de secrétariat des organisations appliquant le régime commun de prendre les mesures et de faire les propositions qu'ils jugeront nécessaires pour mettre fin à ces pratiques;

4. Prie la Commission d'étudier la pratique des compléments de traitement et des déductions, et de proposer des mesures pour résoudre ce problème;

X

Notant que la Commission se propose de réaliser une étude sur les modalités de fixation du montant de l'indemnité pour frais d'études et de lui faire rapport à ce sujet à sa quarante-sixième session,

Approuve, en ce qui concerne les dépenses encourues dans cinq monnaies, les modifications du montant maximum remboursable au titre de l'indemnité pour frais d'études, qui figurent au paragraphe 251 du rapport de la Commission 1/;

XI

Rappelant ses résolutions 41/207 du 11 décembre 1986, 42/221, 43/226 et 44/198, dans lesquelles elle a appelé l'attention des organisations appliquant le régime commun a) sur les recommandations de la Commission concernant les mesures spéciales pour le recrutement des femmes, b) sur la nécessité pour les organisations de soumettre à la Commission des propositions tendant à lever les obstacles à l'égalité des chances en matière de promotion et c) sur l'utilité de fournir des renseignements sur les mesures prises et les résultats obtenus en ce qui concerne l'amélioration de la situation des femmes dans les secrétariats des organisations, tant dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur que dans la catégorie des services généraux et les catégories apparentées.

Préoccupée par la lenteur et l'inégalité des progrès accomplis dans ces domaines,

Invite la Commission, oeuvrant en collaboration avec les organisations appliquant le régime commun et les représentants du personnel, à examiner des mesures pratiques précises permettant de traduire en actions concrètes les recommandations et demandes formulées précédemment, et à lui présenter un rapport sur cette question à sa quarante-septième session;

XII

Notant les articles 13 et 14 du statut de la Commission, en vertu desquels celle-ci est habilitée à faire des recommandations sur les questions de classement et d'autres aspects de la politique en matière de personnel,

1. Prie la Commission de reprendre activement l'examen de ces questions de fond;

2. Prie également la Commission, lorsqu'elle élaborera des pratiques communes en matière de personnel, d'étudier, parmi d'autres questions, la pratique des détachements et mutations interorganisations, la possibilité d'établir des fichiers communs de fonctionnaires par groupes professionnels, et l'application systématique à l'échelle du système de la norme-cadre de classement;

XIII

Rappelant l'article 12 du statut de la Commission et le chapitre III du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies,

Notant la suite donnée aux recommandations de la Commission en ce qui concerne l'enquête sur les conditions d'emploi les plus favorables pratiquées à New York en 1989 aux fins du calcul des traitements des agents des services généraux,

Notant avec préoccupation que la suite donnée à ces recommandations risque de constituer un précédent fâcheux pour ce qui est des enquêtes analogues qui seront réalisées dans l'ensemble des organisations appliquant le régime commun,

Comprenant les problèmes de gestion, au sens large, qui se sont posés.

1. Prend note du barème des traitements des agents des services généraux à New York qui est entré en vigueur le 1er octobre 1989 et décide que ce barème ne devra pas constituer un précédent pour les futures enquêtes sur les salaires;

2. Prie le Secrétaire général d'ajuster les traitements des agents des services généraux en poste à New York pour qu'ils correspondent aux taux de rémunération les plus favorables pratiqués dans cette ville, tels qu'ils ont été déterminés par la Commission conformément à son mandat, afin d'éviter tout écart au moment de la prochaine enquête;

3. Prie aussi le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-septième session un rapport sur les procédures à adopter pour que le Secrétaire général et les autres chefs de secrétariat ne puissent prendre, en ce qui concerne les barèmes des traitements des agents des services généraux, des mesures qui s'écartent des recommandations de la Commission qu'après avoir consulté cette dernière et les organes intergouvernementaux compétents;

4. Note que la Commission examinera en 1991 la méthode à suivre pour la réalisation d'enquêtes sur les salaires des agents des services généraux et des catégories apparentées dans les villes sièges et prie la Commission de lui présenter un rapport à ce sujet à sa quarante-septième session;

XIV

Rappelant que le programme de travail du Corps commun d'inspection prévoit une étude sur la question du chevauchement des classes entre la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et les autres catégories de fonctionnaires des organisations appliquant le régime commun,

Prie la Commission, compte tenu de l'étude susmentionnée, d'examiner les rapports entre les conditions d'emploi des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et celles des agents des autres catégories, ainsi que la question plus générale du recrutement et du maintien en poste du personnel.

BARÈME DES TRAITEMENTS DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPÉRIEUR a/

Traitements annuels bruts et traitements nets après déduction des contributions du personnel

(En dollars des Etats-Unis)

(Entrée en vigueur : 1er mars 1991)

Classe	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV	Echelons																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							

F = Fonctionnaires ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge.

C = Fonctionnaires n'ayant ni conjoint à charge ni enfant à charge.

a/ Ce barème résulte de l'incorporation de la valeur de cinq points d'ajustement aux traitements de base nets. Les indices et coefficients d'ajustement seront ajustés en conséquence dans tous les lieux d'affectation, avec effet au 1er mars 1991. Par la suite, les classements aux fins de l'ajustement seront modifiés en fonction des mouvements des indices d'ajustement.

Annexe II

Modification apportée au Statut du personnel de
l'Organisation des Nations Unies

Article 3.3

Remplacer le tableau figurant au sous-alinéa i) de
l'alinéa b) pour les tableaux ci-après :

Taux de contribution (pourcentage)

Montant total soumis à retenue (en dollars des Etats-Unis)	Taux de contribution utilisés pour déterminer la rémunération considérée aux fins de la pension et le montant des pensions
Première tranche de 15 000 dollars par an	4
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	20
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	25
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	29
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	32
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	35
Tranche suivante de 30 000 dollars par an	37
Au-delà	39

Taux de contribution servant à déterminer les traitements bruts
de base et les montants bruts utilisés pour calculer les
versements à la cessation de service

Montant total soumis à retenue (en dollars des Etats-Unis)	Fonctionnaires ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge	Fonctionnaires n'ayant ni conjoint à charge ni enfant à charge
Première tranche de 15 000 dollars par an	13,0	17,5
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	31,0	34,3
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	34,0	38,6
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	37,0	41,9
Tranche suivante de 5 000 dollars par an	39,0	43,9
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	41,0	46,0
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	43,0	48,6
Tranche suivante de 10 000 dollars par an	45,0	50,4
Tranche suivante de 15 000 dollars par an	46,0	50,6
Tranche suivante de 20 000 dollars par an	47,0	54,1
Au-delà	48,0	57,0